



ÉVOLUTIONS SECTORIELLES, QUELS BESOINS EN RECRUTEMENT ?

Un regard en arrière sur les 25 dernières années confirme le dynamisme de l'économie ligérienne et sa capacité de rebond. Sous l'effet d'une accélération des transitions (démographique, numérique, énergétique), de nouveaux défis sont à relever. Pour les différentes activités du territoire, il apparaît nécessaire de s'adapter voire se réinventer et par là même anticiper les besoins en emplois et compétences de demain.

REGARDER EN ARRIERE...

Chaque jour, il se crée et se détruit des emplois. Ces évolutions résultent d'une combinaison de facteurs complexes : structure de l'activité économique, croissance démographique, performances économiques des entreprises, attractivité de la région...

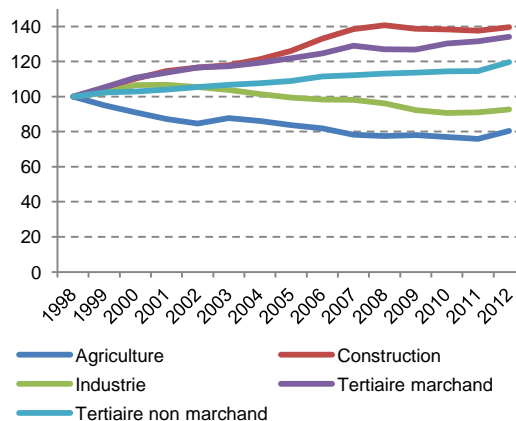
En région Pays de la Loire, malgré un « effet de structure négatif » lié à la forte part de l'emploi industriel (qui baisse tendanciellement en France comme ailleurs), l'emploi progresse du fait d'un « effet géographique positif » générant apport démographique et développement d'emplois présents associés.

De 1989 à 2014, l'emploi salarié ligérien a ainsi progressé à un rythme particulièrement dynamique (367 189 emplois supplémentaires et/ou + 1,3 % par an), conduisant l'Insee à parler d'un « effet Pays de la Loire » qui dope l'emploi quel que soit le secteur observé. Selon les estimations d'emploi de l'Insee, la croissance de l'emploi salarié est en moyenne le double de celle observée chaque année au niveau national. Le rythme de progression a toutefois ralenti depuis le début des années 2000 (+ 0,6 % par an) et plus encore après la crise de 2008 (+ 0,1 % par an).

Au niveau territorial, l'emploi salarié évolue différemment avec des zones à l'ouest (Nantes, Vendée) en situation plus favorable qu'au nord et à l'est de la région (Sarthe, Mayenne). Les effets de compensation entre structure productive et géographie ne s'exercent pas de la même manière sur les différents territoires de la région. Parallèlement la spécialisation spatiale du travail tend à profiter aux métropoles avec le risque de possibles déséquilibres territoriaux sur les territoires avoisinants.

Au niveau sectoriel, les évolutions de l'emploi salarié traduisent une forte dichotomie entre les emplois industriels et les emplois de services dans un contexte où l'automatisation du travail s'accélère et touche tous les secteurs d'activité.

Évolution de l'emploi salarié en région Pays de la Loire (NA5)



Source : Insee, Estimations d'emploi salarié (ESTEL).

L'industrie ligérienne, emploie aujourd'hui près d'un salarié sur cinq (251 954 salariés), soit une part supérieure à la moyenne française et la hissant au 3^{ème} rang des régions industrielles de France. Il n'en reste pas moins que l'industrie connaît un repli continu en termes d'emplois salariés (- 0,5 % chaque année).

Comme pour les territoires, l'ensemble des activités industrielles ne connaît pas le même scénario, certaines tirant mieux leur épingle du jeu que d'autres. Ainsi, les secteurs d'activité de la production d'électricité et la production de l'eau, de l'assainissement et la gestion des déchets sont les seuls secteurs à voir leur volume d'emploi progresser entre 2008 et 2013 (respectivement + 5,7 % et + 4,3%). À l'inverse, la fabrication de

produits informatiques, électroniques et optiques (- 16,7 %), les industries chimiques (- 17,9 %) et les industries du textile (- 20 %) font partie des activités dont les effectifs d'emploi ont diminué.

Évolution des actifs en emploi dans les activités industrielles			
Secteur d'activité (A38)	2013	Variation entre 2008 et 2013	Indice de spécificité
Industrie agroalimentaire	55 822	-2,6%	23%
Métallurgie	31 485	-1,0%	13%
Fabrication de matériels de transport	26 487	-5,8%	11%
Fab. prdts en caoutc.	24 692	-7,2%	10%
Autres ind. manif.	22 081	-15,0%	9%
Fabrication de machines et équipements n.c.a.	17 518	-15,6%	7%
Travail du bois, industries du papier et imprimerie	17 317	-11,7%	7%
Industrie du textile	11 671	-20,0%	5%
Prod. & distrib. eau assainisst, gestion déchets & dépollution	9 264	+4,3%	4%
Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques	7 631	-16,7%	3%
Fabrication d'équipements électriques	7 408	-12,9%	3%
Prod. & distribution électricité, gaz, vapeur & air conditionné	7 259	+5,7%	3%
Industrie chimique	3 182	-17,9%	1%
Industrie pharmaceutique	2 422	-9,3%	1%
Industries extractives	2 080	-13,8%	1%
Cokéfaction et raffinage	899	-15,6%	0%
Total général	247 218	-7,8%	100%

Source : Insee, RP (lieu de travail).

Les activités de services marchands emploient fin 2012, 591 967¹ salariés, soit 43 % des emplois salariés ligériens contre 40 % fin 2002. Quant aux activités de services non marchands, elles représentent 428 109 salariés, soit 31 % en 2012 (29 % en 2002). La région Pays de la Loire, historiquement très présente sur l'industrie, l'agriculture et la construction, possède une part (75,1 %) relativement faible d'emplois dans les services comparé à la moyenne française (80,8 %). Ces activités progressent néanmoins depuis plusieurs années à un rythme nettement supérieur au rythme France, notamment du fait d'une hausse très importante des services marchands (+ 2 % chaque année) liée pour partie à l'externalisation d'activités de services des entreprises notamment industrielles (intérim, gardiennage, sécurité, informatique, conseil...).

¹ Source : Insee, Estimations d'emploi salarié (ESTEL).

Évolution des actifs en emploi dans les activités de services			
Secteur d'activité (A38)	2013	Variation entre 2008 et 2013	Indice de spécificité
Commerce : réparation d'automobiles et de motocycles	193 123	+0,6%	15%
Hébergement médico-social & social et action sociale sans hébergement	125 525	+13,4%	10%
Construction	116 508	+1,6%	9%
Administration publique	113 951	+0,9%	9%
Enseignement	111 203	+4,4%	9%
Activités pour la santé humaine	90 490	+0,4%	7%
Activités de services administratifs et de soutien	88 700	+6,7%	7%
Agriculture, sylviculture et pêche	66 040	-7,2%	5%
Transports et entreposage	65 693	+1,4%	5%
Activités financières et d'assurance	49 129	+5,5%	4%
Hébergement et restauration	49 940	+9,7%	4%
Activité, juridique, comptabilité, de gestion	51 241	+19,3%	4%
Autres activités de services	49 908	+17,9%	4%
Arts, spectacles et activités récréatives	18 337	+18,8%	1%
Activités informatiques et services d'information	19 278	+37,9%	2%
Activités immobilières	16 036	7,0%	1%
Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques	10 682	+13,1%	1%
Activ. ménages : employeurs, produc. biens & serv. (usage propre)	6 198	-37,9%	0%
Télécommunications	6 432	-4,6%	1%
Édition, audiovisuel et diffusion	6 572	+1,7%	1%
Recherche-développement scientifique	4 529	+10,9%	0%
Activités extra-territoriales	80	+39,9%	0%
Total général	1 259 596	+4,6%	100%

Source : Insee, RP (lieu de travail).

La part de l'agriculture dans la région Pays de la Loire est importante qu'il s'agisse du nombre d'établissements (9,5 % contre 6,3 % en France) ou des effectifs salariés (22 444 salariés agricoles fin 2013). Deuxième région agricole de France, elle tend à maintenir ses effectifs salariés sous l'effet d'une forte complémentarité avec l'industrie agroalimentaire très présente sur l'ensemble du territoire. Elle doit également relever le défi de la reprise de nombreuses exploitations avec une part importante de départs à la retraite dans les années à venir (20 % d'actifs de 55 ans et plus contre 13 % en moyenne).

Le secteur de la construction affiche une part d'emploi salarié (6,4 %) qui reste supérieure à celle observée en moyenne en France (5,6 %). La tendance sur les dix dernières années est toutefois à la baisse avec un niveau d'emplois salariés en 2014 proche de celui qui existait en 2005. Reste à voir dans les prochaines années la part des effets structurels et conjoncturels dans l'évolution des effectifs salariés.

Évolution 2014-2020 des effectifs salariés par secteur d'activité (A38)

Secteurs d'activité (NA38)	Besoins en recrutements à horizon 2020 (scénario médian)		
	Évolution des effectifs salariés à l'horizon 2020	Hypothèse de départ en retraite à 62 ans	Hypothèse de départ en retraite à 67 ans
Commerce	- 0,3%	+ 19 375	+ 3 740
Activités de services administratifs et de soutien	+ 10,6%	+ 20 507	+ 14 047
Construction	- 6,0%	+ 5 470	- 4 461
Hébergement médico-social et social et action sociale sans hébergement	+ 9,9%	+ 29 009	+ 12 999
Transports et entreposage	+ 0,8%	+ 9 062	+ 2 181
Industries agroalimentaires	- 0,2 %	+ 5 878	+ 489
Activités juridiques, comptabilité et de gestion	+ 14,8 %	+ 14 061	+ 9 507
Activités financières et d'assurance	+ 3,0 %	+ 9 447	+ 2 893
Hébergement et restauration	+ 5,2 %	+ 7 432	+ 3 969
Métallurgie	+ 3,4 %	+ 4 961	+ 1 776
Activités pour la santé humaine	+ 7,2 %	+ 15 991	+ 6 162
Fabrication de matériels de transport	- 0,7%	+ 2 420	+ 25
Autres activités de services	+ 2,1 %	+ 7 596	+ 2 655
Fabrication produits en caoutchouc et plastique.	- 4,9%	+ 1 539	- 1 083
Enseignement	+ 2,6%	+ 16 855	+ 4 618
Activités informatiques et services d'information	+ 36,7%	+ 9 945	+ 8 998
Autres industries manufacturières.	- 6,6%	+ 1 218	- 1 037
Fabrication de machines et équipements	- 4,9%	+ 896	- 722
Arts, spectacles et activités récréatives	+ 11,8%	+ 4 635	+ 3 067
Travail du bois, industries du papier et imprimerie	- 14,8%	- 493	- 2 239
Fabrication de textiles et industries habillement	- 8,7%	+ 923	- 871
Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques	+ 9,0%	+ 2 544	+ 1 665
Activités immobilières	- 7,1%	+ 1 774	- 93
Production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets	+ 7,8%	+ 1 932	+ 1 037
Administration publique	- 6,9 %	+ 19 502	+ 3 186
Fabrication d'équipements électriques	- 0,8 %	+ 855	+ 46
Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques	- 3,0%	+ 682	-154
Production et distribution électricité, gaz, vapeur	+ 4,9%	+ 1 169	+ 476
Télécommunications	- 9,40%	+ 995	- 509
Édition, audiovisuel et diffusion	+ 12,8%	+ 1 711	+ 1 181
Recherche-développement scientifique	+ 20,3%	+ 1 585	+ 1 172
Industrie chimique	+ 0,7 %	+ 474	+ 98
Industrie pharmaceutique	+ 1,2%	+ 236	+ 53
Industries extractives	- 11,5%	+ 85	- 186
Cokéfaction et raffinage	- 6,1%	+ 13	- 61
Total général	+ 2,30%	227 677	70 087

Source : Estimation CARIFOREF Pays de la Loire, à partir de données Urssaf-Accoss 2014.

Pour le secteur de l'agriculture, la branche du recouvrement n'a qu'une couverture marginale par rapport à la Mutualité Sociale Agricole (MSA).

...ET SE PROJETER EN AVANT...

Un des enseignements de ce regard dans le passé est que les retournements brusques de tendances sont assez rares. Les évolutions sont souvent progressives même si des éléments (technologiques, financiers, environnementales, sociétales...) peuvent parfois accélérer le processus en cours qu'il s'agisse d'un mouvement ascendant ou descendant.

Aussi en prolongeant les tendances passées selon différents scénarios, il est possible d'esquisser des hypothèses d'évolution quant aux comportements à venir des différents secteurs. Cet exercice délicat ne saurait être une prédiction mais plutôt un champ des possibles élaboré à partir de l'estimation des créations nettes d'emploi et des flux de départs à la retraite (62 ans et 67 ans).

Sur cette base, un premier constat est qu'à l'horizon 2020, les effectifs salariés devraient connaître une progression de l'ordre de 2,3 %. Mais comme pour les tendances passées, cette perspective future

revêt différentes réalités d'évolutions et de besoins en emploi selon le secteur d'activité retenu.

Côté pile, les secteurs qui tirent leur épingle du jeu sont les services marchands qui vont probablement connaître une forte progression de leurs effectifs salariés. A l'horizon 2020, la croissance des effectifs salariés pour ces services (+ 5 %) sera portée par de nombreuses activités : activités informatiques et services d'information, activités juridiques, comptabilité et de gestion, activités de services administratifs et de soutien, commerce, activités financières et d'assurance, transports et entreposage, hébergement et restauration... Du côté des services non marchands, la progression des effectifs salariés sera notable (+ 6,7 %). Les activités pour lesquelles les effectifs vont probablement augmenter sont l'hébergement médico-social et social et l'action sociale sans hébergement, les activités pour la santé humaine et l'enseignement. Pour ces activités, les évolutions d'effectifs résulteront de facteurs sociodémographiques et de la nécessité de

remplacer de nombreux départs à la retraite liés au papy-boom.

Côté face, les secteurs pour lesquels le risque de perte d'emploi à moyen terme est probable sont principalement des activités industrielles (- 2,4 %). Pour ces activités, il apparaît qu'à l'horizon 2020, les perspectives de créations d'emploi sont faibles et les besoins résultent essentiellement du remplacement de départs à la retraite avec des volumes plus ou moins élevés selon l'âge de départ (62 ou 67 ans). L'ensemble des activités industrielles semblent connaître une tendance baissière à l'exception de la métallurgie, de l'industrie chimique et des activités de production et distribution d'eau d'une part et d'électricité d'autre part.

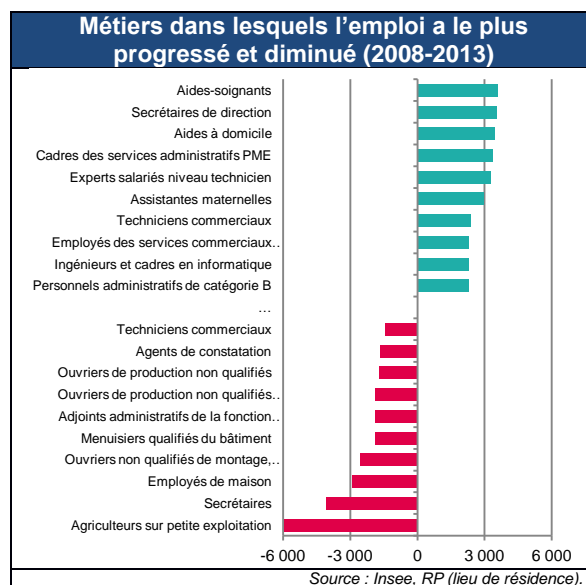
Sur la tranche, le secteur de la construction pour lequel la perspective à venir questionne. En effet, la prolongation de la tendance passée apparaît peu favorable mais les signaux de reprise de l'activité constatée récemment invitent à la prudence quant aux évolutions à venir. Reste que la commande publique sous contrainte financière et l'irruption du numérique dans le secteur bouleversent les schémas organisationnels existants et possiblement les volumes d'emplois associés.

...POUR ANTICIPER LES BESOINS DE DEMAIN

Les besoins de main d'œuvre concernent l'ensemble des secteurs d'activité car le processus de destruction créatrice de l'emploi est continu et exige des ajustements permanents. Les volumétries et les progressions se différencient dès lors selon les dynamiques et les besoins de renouvellement propres à chaque secteur, avec une dichotomie assez marquée et persistante entre industrie et services (même s'il peut exister pour certaines activités une certaine porosité entre ces deux notions).

Les professions qui connaissent et connaîtront probablement les progressions les plus importantes en termes d'emploi se concentrent surtout dans les services marchands et non marchands. Pour les services marchands, la tertiarisation de l'économie, le développement de l'économie de la connaissance et l'accélération des nouvelles technologies contribue nettement à alimenter cette dynamique. Ainsi, entre 2008 et 2013, à titre d'exemple les professions ayant connu les plus fortes progressions en termes d'emploi sont : les secrétaires de direction (+ 3 516 emplois), les cadres des services administratifs des PME (+ 3 367 emplois), les techniciens commerciaux (+ 2 370 emplois), les ingénieurs et cadres en informatique (+ 2 285 emplois)...

Pour les services non marchands, les besoins sociodémographiques imposent à minima un renouvellement du personnel existant voire une dynamique de création. Pour illustrer ce propos, dans le champ de la santé et de l'action sociale, on constate une progression de l'emploi importante pour les professions d'aides-soignants (+ 3 580 emplois), d'aides à domicile (+ 3 435 emplois), d'assistantes maternelles (+ 2 954 emplois) et d'infirmiers (+ 1 762 emplois).



Les professions qui connaissent et connaîtront vraisemblablement les progressions les plus faibles en termes d'emploi sont dans les secteurs industriels. Ainsi, parmi les métiers qui ont le plus diminué ces dix dernières années on retrouve les ouvriers non qualifiés de montage, contrôle en mécanique et travail des métaux (- 2 559 emplois), les ouvriers de production non qualifiés du textile (- 1 868 emplois) et les ouvriers de production non qualifiés (- 1 708 emplois).

Sur un plan plus qualitatif, il apparaît également que les employeurs semblent privilégier des profils de plus en plus qualifiés. Le niveau d'exigence semble s'élever. On constate ainsi une forte progression des cadres et professions intellectuelles supérieures (+ 12,8 %) et des professions intermédiaires (+ 7,9 %). Et à l'inverse, une baisse ou stagnation pour les professions peu ou pas qualifiées tels que les ouvriers (- 5,6 %) et les employés (+ 1 %).

Pour illustrer ce propos, prenons le secteur de la construction où la montée en exigences des normes de sécurité, d'accessibilité et de qualité de la construction (performance énergétique...) crée une demande principalement sur des professions intermédiaires, de type métreurs et techniciens BTP (+ 1,7 %) et moins sur des ouvriers (- 4,4 %). Le constat est le même dans l'industrie,

où les postes d'ouvriers non qualifiés (- 21,3 %) pourraient continuer à décroître en raison de la poursuite de la robotisation de l'automatisation des productions et du non renouvellement de certains départs à la retraite. A l'inverse, les professions telles que les ingénieurs et cadres de l'industrie (+ 2,2 %) ou les techniciens d'installation et de maintenance des équipements industriels (+ 11,3 %) devraient continuer à progresser dans les prochaines années.

Cette montée en compétences et qualification renvoie à la question de l'automatisation et de la numérisation. Aujourd'hui et encore plus demain, l'automatisation des emplois traverse et traversera de nombreux champs d'activité, et probablement en premier lieu le champ industriel. Selon une étude récente de l'OCDE, la numérisation réduit la demande de tâches manuelles et répétitives. Et parallèlement, la numérisation soulève des interrogations sur la capacité qu'a la technologie de remplacer les emplois. Des estimations basées sur l'évaluation des compétences des adultes (PIAAC) montrent que 9 % des emplois en moyenne présentent un risque élevé d'automatisation alors que pour 25 % d'autres emplois, 50 % des tâches seront considérablement modifiées par l'automatisation.

Concomitamment, un autre travail de la Dares parle de métiers « routiniers » qui auraient tendance à disparaître, plus facilement remplacés par des machines. Dès lors, les qualifications se polariseraient avec d'un côté des métiers très qualifiés et de l'autre des métiers peu qualifiés de « services », difficilement remplaçables par des machines.

Au regard de l'ensemble de ces éléments, l'enjeu consiste alors à s'appropriier ces éléments tendanciels pour accompagner les besoins des entreprises et sécuriser les parcours professionnels des individus tant au niveau régional que territorial.

Pour en savoir plus :

[« Comment ont évolué les métiers en France depuis 30 ans ? »](#) - Dares analyses n°3, janvier 2017.

[« Comment s'exerceront les métiers demain ? »](#) - Césaire, décembre 2016.

[« Les métiers en 2022 prospective par domaine professionnel »](#) - Dares-France Stratégie n°11, avril 2015.

[Automatisation et travail indépendant dans une économie numérique](#) – OCDE, mai 2016